



Rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » 2016

Décembre 2016

Les escroqueries bancaires

Escroqueries bancaires

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ménages victimes						
Nombre	500 000	632 000	743 000	851 000	883 000	1 102 000
En % de l'ensemble des ménages	1,8	2,3	2,7	3,1	3,1	3,9

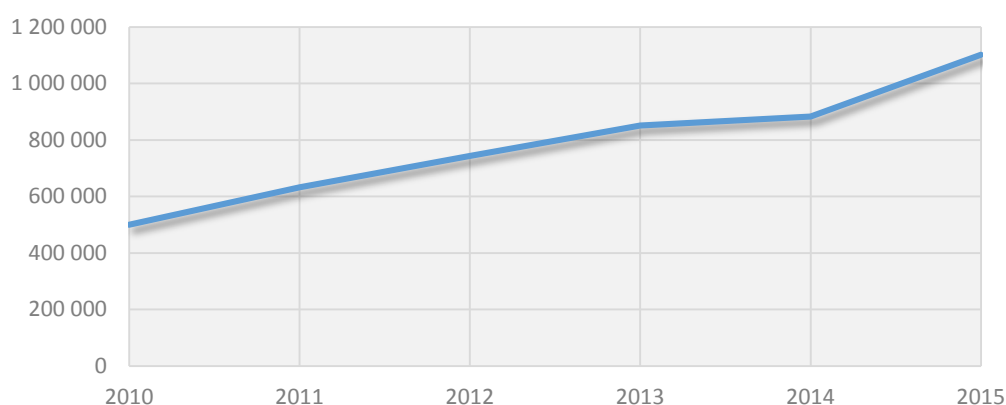
Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, environ 1 102 000 ménages - soit 3,9 % de l'ensemble des ménages - déclarent avoir été victimes d'une escroquerie bancaire.

En 2015, près de 4 % des ménages – soit environ 1 102 000 ménages - ont déclaré avoir été victimes d'une escroquerie bancaire, définie ici comme un retrait d'argent sur un compte bancaire sans accord du titulaire du compte en utilisant des informations personnelles, comme un numéro de carte bancaire, obtenues illégalement ¹.

Évolution du nombre annuel de ménages victimes d'escroqueries bancaires



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2011 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, on estime à 1 102 000 le nombre d'escroqueries bancaires subies par les ménages, contre 500 000 en 2010.

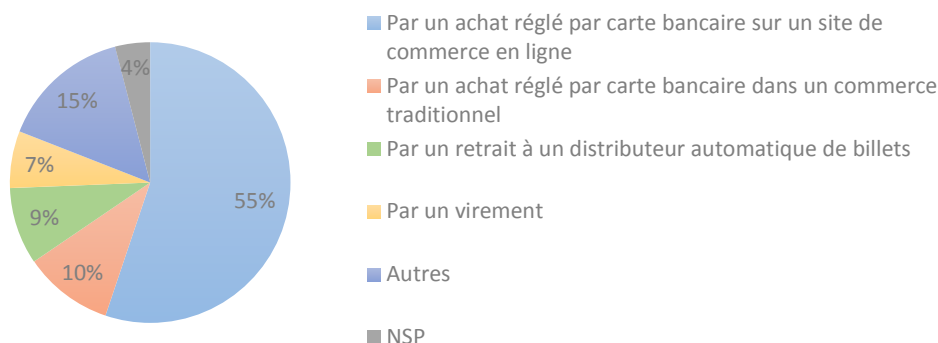
Le recensement des ménages victimes d'escroqueries bancaires a débuté lors de l'édition 2011 de l'enquête CVS. Cette année-là, 1,8 % des ménages – soit environ 500 000 ménages - ont déclaré avoir subi au moins une escroquerie bancaire dans les 12 mois précédant l'enquête. Depuis, ce nombre a régulièrement augmenté et a ainsi plus que doublé en 6 ans.

¹ Sont exclus du champ des escroqueries bancaires, les litiges avec les créanciers, les débits résultant d'un vol de chèque, d'un vol de carte ou d'une carte oubliée dans un distributeur ainsi que les cas d'extorsion de données confidentielles par la violence ou la menace.

Description des faits

Type d'escroqueries bancaires

« Sous quelle forme d'opérations bancaires ce débit frauduleux a-t-il été effectué ? »



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

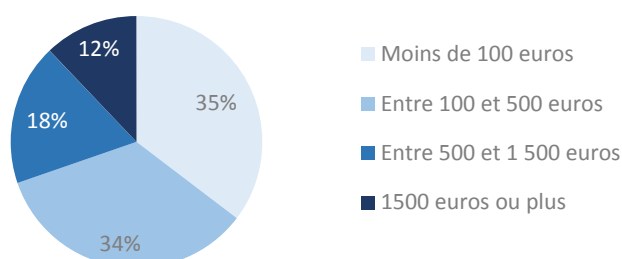
Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, plus de la moitié des ménages victimes d'escroquerie bancaire (55 %) déclarent que le débit frauduleux a été effectué sous la forme d'un achat réglé par carte bancaire sur un site de commerce en ligne.

Le débit frauduleux peut être effectué de différentes manières : en 2015, plus de la moitié des ménages victimes d'escroquerie bancaire (55 %) déclarent qu'il a été effectué sous la forme d'un achat réglé par carte bancaire sur un site de commerce en ligne, 10 % sous la forme d'un achat réglé par carte bancaire dans un commerce traditionnel, 9 % par un retrait à un distributeur automatique de billets, 7 % par un virement. Enfin 15 % des ménages victimes d'escroqueries bancaires déclarent que le débit frauduleux a été effectué d'une autre manière que celles citées précédemment et 4 % ne souhaitent pas ou ne savent pas répondre à la question.

Montant du préjudice

« Quel a été le montant du débit frauduleux ? »



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

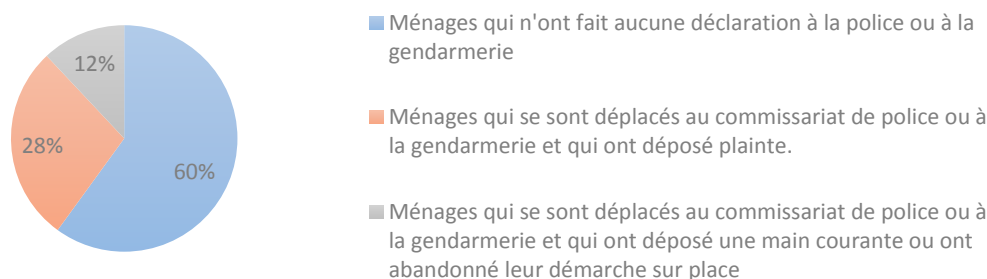
Lecture : en 2015, 35 % des ménages victimes d'une escroquerie bancaire déclarent que le montant du débit frauduleux effectué sur leur compte était inférieur à 100 euros.

En 2015, 35 % des ménages victimes d'escroquerie bancaire ont déclaré un débit frauduleux d'un montant inférieur à 100 euros, 34 % entre 100 et moins de 500 euros, 18 % entre 500 et 1 500 euros et enfin, 12 % un montant supérieur ou égal à 1 500 euros. Le montant moyen du débit frauduleux s'établit à 620 euros en 2015.

La majorité des ménages victimes d'escroqueries bancaires (55 % en 2015) répondent qu'ils ignorent comment le ou les auteur(s) du débit frauduleux ont procédé pour obtenir des informations personnelles sur leur compte bancaire. Environ 20 % des ménages victimes affirment qu'elles ont été obtenues lors d'un achat ou d'une réservation sur internet et 7 % lors d'un achat effectué dans un commerce traditionnel. Le vol de données bancaires confidentielles lors d'un retrait d'argent à l'aide d'un dispositif installé sur un distributeur de billets (caméra ou autres) est très peu fréquemment rapporté (5 %) tout comme le vol par phishing (imitation d'un courrier électronique d'une banque ou d'une administration, 2 %) ou par piratage d'un établissement bancaire ou commercial (3 %). Enfin, les autres ménages victimes rapportent que les auteurs ont procédé d'une autre manière que celles précédemment citées.

Les recours

Déclaration à la police ou la gendarmerie



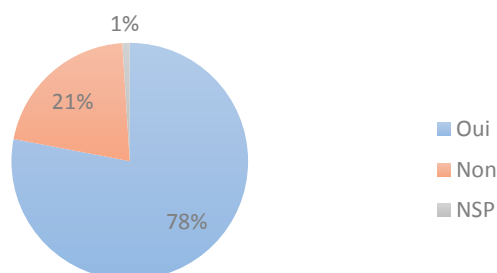
Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, parmi les ménages victimes d'escroqueries bancaires, 60 % n'ont pas fait de déclaration à la police ou la gendarmerie, les autres se sont déplacés au commissariat de police ou à la gendarmerie : 28 % ont déposé plainte et 12 % ont déposé une main courante ou ont abandonné leur démarche de dépôt de plainte sur place.

En 2015, 40 % des ménages victimes d'escroquerie bancaire se sont déplacés au commissariat ou à la gendarmerie : 28 % ont formellement déposé plainte et 12 % ont déposé une main courante ou abandonné leur démarche sur place. À la différence des autres vols, dans le cas d'une escroquerie bancaire, il n'est pas nécessaire de porter plainte pour obtenir un remboursement du préjudice de la part de son établissement bancaire. Cette différence notable explique au moins en partie le faible taux de plainte observé pour cette victimisation.

Remboursement par la banque



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

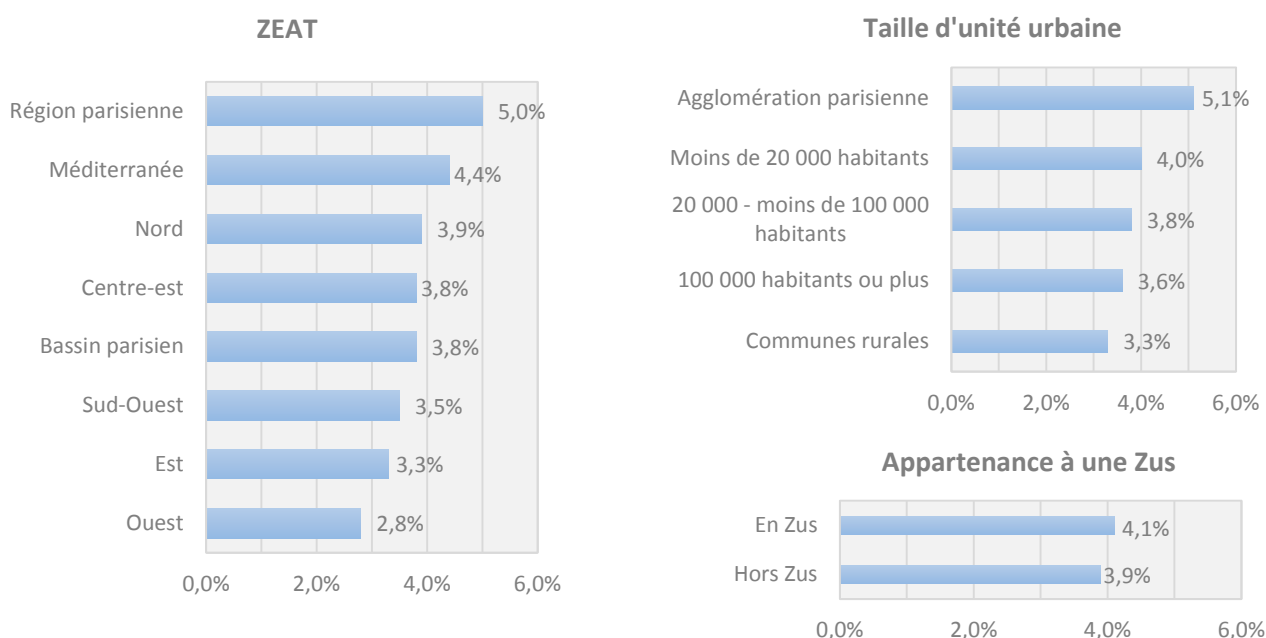
Lecture : en 2015, 78 % des ménages victimes d'escroqueries bancaires déclarent qu'ils ont été remboursés par leur banque du montant du débit frauduleux le plus récent qu'ils ont subis.

En 2015, la très grande majorité des ménages victimes d'escroquerie bancaire (78 %) déclarent que leur banque les a remboursés du montant du débit frauduleux effectué sur leur compte.

Profil des victimes

En 2015, 3,9 % des ménages déclarent avoir été victimes d'une escroquerie bancaire. Ce taux de victimation moyen présente quelques disparités selon plusieurs caractéristiques propres au lieu de résidence ou aux ménages eux-mêmes que l'enquête CVS permet de préciser.

Proportion de ménages victimes d'escroqueries bancaires selon les caractéristiques du lieu de résidence



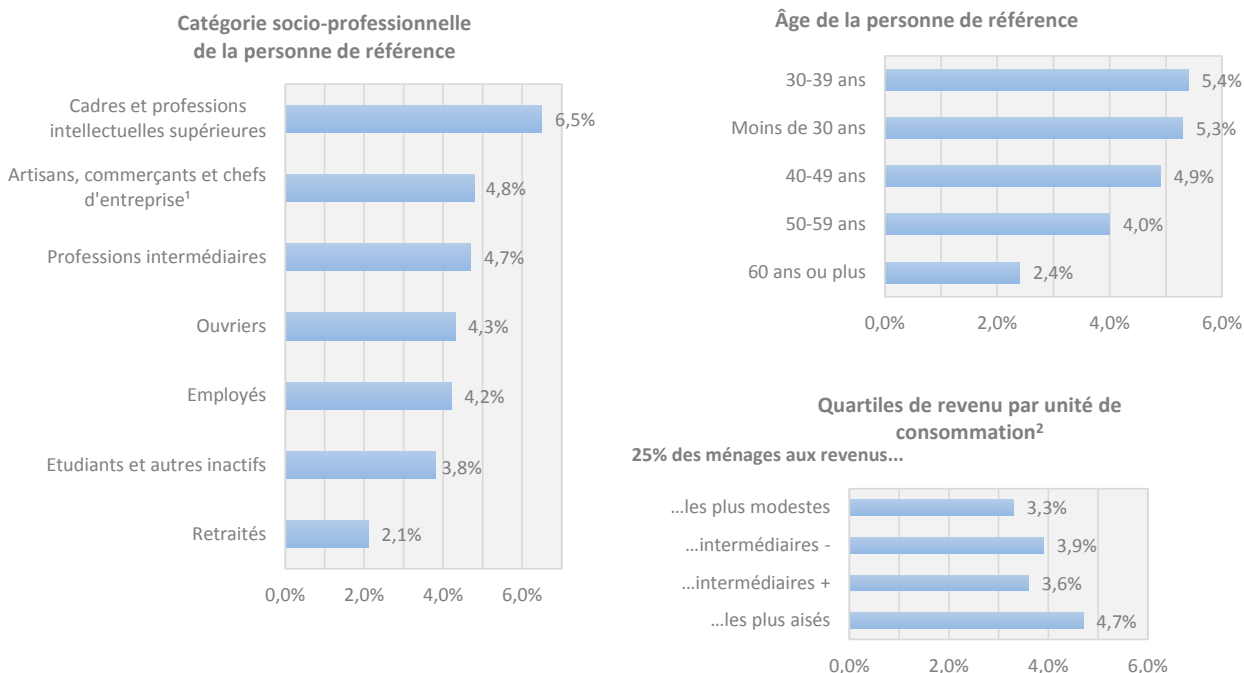
Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 5,0 % des ménages résidant en région parisienne ont été victimes d'une escroquerie bancaire.

La proportion de ménages victimes d'escroquerie bancaire est plus élevée que la moyenne en région parisienne (5,0 % en 2015) et dans la Zeat (cf. glossaire) « Méditerranée » (4,4 %). A contrario, elle est plus faible dans les zones Est (3,3 %) et surtout Ouest (2,8 %). Les petites, moyennes et grandes agglomérations (hors Paris) ne se distinguent pas de la moyenne (de 3,6 % à 4,0 %) ; en revanche, l'agglomération parisienne se distingue avec un fort taux de victimation (5,1 %). Enfin, la proportion de ménages victimes n'est pas significativement différente parmi les ménages résidant en Zus et les autres (4,1 % et 3,9 % en 2015).

Proportion de ménages victimes d'escroqueries bancaires selon les caractéristiques du ménage ou de la personne de référence du ménage



¹ Y compris agriculteurs exploitants.

² Il s'agit du revenu disponible du ménage (c'est-à-dire tous ses revenus, y compris les prestations sociales, nets des impôts directs) divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le revenu par unité de consommation (aussi appelé « niveau de vie ») est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 6,5 % des ménages dont la personne de référence est cadre (ou exerce une profession intellectuelle supérieure) déclarent avoir été victimes d'une escroquerie bancaire.

La catégorie sociale de la personne de référence du ménage fait apparaître des différences plus marquées. Ainsi, en 2015, les cadres et professions intellectuelles supérieures affichent un taux de victimation bien plus élevé que la moyenne (6,5 %), de même mais dans une moindre mesure les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (4,8 %) et les professions intermédiaires (4,7 %). En matière d'escroquerie bancaire, seuls les seniors affichent un taux de victimation inférieur à la moyenne (2,4 %) ; les 14-39 ans présentent en revanche un taux de victimation supérieur à 5,0 %. Enfin, les ménages les plus aisés sont plus concernés que les autres catégories de ménage par les escroqueries bancaires (4,7 % contre de 3,3 % à 3,9 % pour les ménages modestes ou aux revenus intermédiaires). Les populations les plus touchées par les escroqueries bancaires coïncident assez bien avec les populations les plus « connectées » : jeunes ou trentenaires citadins, plutôt aisés, appartenant aux catégories sociales supérieures. Or si toutes les escroqueries bancaires ne sont pas effectuées sur ou via internet, l'explosion du commerce en ligne et des transactions financières dématérialisées se sont accompagnées d'une forte augmentation du nombre d'escroqueries bancaires.

Interstats présente des données de référence, des analyses, des études et des séries de chiffres sur l'insécurité et la délinquance mises en ligne par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

Le SSMSI a été créé en 2014 au sein de l'administration du ministère de l'intérieur. Conformément au **décret n° 2014-1161 du 8 octobre 2014**, il est placé sous l'autorité fonctionnelle conjointe des directeurs généraux de la police nationale (DGPN) et de la gendarmerie nationale (DGGN) et rattaché organiquement à la direction centrale de la police judiciaire de la DGPN.

Ses missions sont :

- l'assistance aux administrations de la police et de la gendarmerie dans l'accomplissement de leurs missions, par un éclairage statistique sur la délinquance, son contexte et l'impact des politiques publiques. Ceci se traduit par la production de notes d'analyses, d'indicateurs statistiques et de tableaux de bord à destination des cabinets, des directions centrales et des services locaux de ces deux administrations, ainsi que du cabinet du ministre ;
- la mise à disposition du grand public de données statistiques et d'analyses sur la sécurité intérieure et la délinquance, dans le respect des règles techniques et déontologiques de fiabilité et de neutralité de la statistique publique. Suite à son **audition par l'Autorité de la statistique publique en juin 2014**, le service a été officiellement reconnu comme membre du système statistique national, au sens de la loi de 1951, par un **arrêté du 9 décembre 2014**, au côté de l'Insee et des 16 autres services statistiques ministériels. L'espace internet Interstats est le vecteur principal de diffusion de ces informations. Le chef du service est le seul responsable, technique et éditorial, des informations et des données qui y sont publiées, ainsi que de leurs dates de publication, conformément aux prescriptions du **code des bonnes pratiques de la statistique européenne**.

Dirigé par un inspecteur général de l'Insee, le service est composé de 18 agents (8 statisticiens des corps de l'Insee, 2 policiers, 2 gendarmes et 6 membres des corps administratifs et techniques du ministère de l'intérieur).



SSMSI : place Beauvau 75008 Paris

Directeur de la publication : François Clanché

Rédacteur en chef : Laure Turner

Auteur : Hélène Guedj

Conception graphique : Marc Grenon-Mur

Visitez notre site internet

www.interieur.gouv.fr/Interstats

Suivez-nous sur Twitter [@Interieur_stats](https://twitter.com/Interieur_stats)